



# INTERVENTION CONFÉRENCE DE PRESSE 2024

## Gouvernement et situation politique

Nous vivons sans aucun doute une rentrée historique. Sans ministre, sans gouvernement, sans conférence de presse du MESR, et avec un coup de barre à droite assumé, ce qui n'augure pas d'un changement de **politique favorable pour l'ESR** et qui annonce même un renforcement de la politique libérale menée ces dernières années et à laquelle nous nous opposons, pas juste par plaisir, mais parce que nous considérons que ses effets sont délétères sur la formation et la recherche.

Au moment où le choix d'un ou d'une ministre ne saurait tarder nous ne pouvons que rappeler notre exigence d'un **ministère de plein exercice** qui ne noie pas les problématiques de formation et de recherche dans d'autres questions plus larges. La recherche ne peut se résumer à l'innovation et à la recherche appliquée ni la formation à l'apprentissage...

Nous avons besoin par ailleurs d'un ou d'une **ministre capable de gagner des arbitrages** auprès de Bercy, qui s'impose face à ses homologues de l'EN et qui ne fasse pas d'ingérence déplacée concernant les libertés académiques... un ministre qui **respecte les personnels mais aussi le service public** et qui se batte bec et ongles pour son développement.

Nous avons besoin d'un service public au service de toutes et tous les étudiant·es et pas seulement de quelques-uns et quelques-unes. Les enjeux sont colossaux face aux défis qui nous attendent. Faut-il rappeler qu'aujourd'hui 26% des étudiants et étudiantes sont inscrits dans le privé ? On ne peut pas continuer dans cette dynamique qui assèche progressivement le SP de l'ESR et creuse les inégalités.

## Budget dans le rouge

Ce flou est évidemment renforcé par des annonces sur le budget, elles aussi floues, mais quand même suffisamment pour être particulièrement inquiétantes.

-500 millions d'euros annoncés en moins pour le PLF 2025, alors que nous pourrions atteindre le chiffre de 60 universités en déficit quand elles n'étaient que 15 en 2022 et 34 en 2023... même France Université s'en est ému... mais s'émouvoir seulement ne suffira pas !

Ces coupes drastiques, ajoutées à celles qui ont déjà eu lieu et à celles qui ne manqueront pas de s'ajouter tant que l'ESR ne sera pas considéré comme un investissement, amèneront les universités à puiser toujours plus dans leurs fonds de roulement et à stopper les investissements pourtant indispensables à leur survie. Nous sommes dans une véritable spirale infernale, organisée par les choix budgétaires et politiques. Il est urgent d'en sortir.

Le SNESUP rappelle **qu'il manque aujourd'hui plus de 9 milliards d'euros** pour tenir tous les dossiers dont la formation et la recherche, mais également la rénovation immobilière, la revalorisation salariale, etc...

### **Ressources humaines : des chiffres qui nous obligent à tirer la sonnette d'alarme**

Concernant les enseignants et les EC, je voudrais juste m'arrêter sur qq points qui montrent à quel point l'université va mal et à quel point les choses s'accélèrent. Jusqu'à un point de non-retour ?

Aujourd'hui nos établissements ne fonctionnent que par **les 5 millions d'heures complémentaires effectuées par les collègues et par les 5 millions d'heures faites par les vacataires sur les 26 millions d'heures dispensées**. Le tout payé en dessous du SMIC horaire !

Les  $\frac{2}{3}$  des heures restent faites par les titulaires au prix d'une **surcharge énorme de travail** et d'heures imposées (en moyenne  $\frac{1}{3}$  de service en plus!). 48h à 50h par semaine !

⇒ Toutes ces heures représentent l'équivalent de 17 000 postes d'EC et 4000 postes ESAS

Autre réalité : **la crise du recrutement** dont nous avons beaucoup parlé l'année dernière à propos des enseignants 1er et second degré touche aussi aujourd'hui le supérieur.

Le nombre de candidats et candidates par poste continue sa chute. On passe de 7,7 en 2021 à 5 chez les MCF. 86 % des postes seulement sont pourvus chez les MCF et c'est encore pire chez les PU puisque près de 20 % des postes ne sont pas pourvus... idem chez les PRAG avec  $\frac{1}{4}$  de postes non pourvus.

Cela représente un manque à gagner de 350 EC et 200 E pour cette rentrée alors que les besoins sont criants.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes et méritent un travail d'analyse en profondeur, bien loin des analyses superficielles proposées par le ministère.

Un des éléments nous semble central, la **diminution continue du pouvoir d'achat et l'augmentation des inégalités de traitement** liée au choix de revaloriser uniquement par la voie indemnitaire seulement qq individus dont on dit qu'ils seraient les plus méritants...

Mais le **gel progressif des promotions** qui aboutit à des blocages de carrières est de fait aussi un élément qui n'incite pas à candidater. Depuis deux ans, le nombre de promotions a été diminué par deux pour les MCF.

À cela s'ajoutent des conditions de travail qui se dégradent année après année. Nous l'avons souvent évoqué et nous y reviendrons dans les échanges si vous le souhaitez.

### **Focus sur l'égalité FH**

Repyramidage en faveur des hommes (196H, 192F) alors que l'an dernier 52 % des promus était des femmes... pour rappel, sur les dernières années le taux de femmes recrutées reste autour de 40 %. Il y a urgence à se saisir de ce dispositif pour rééquilibrer les choses !

Le SNESUP défend un repyramidage national qui passe par le CNU seul à même d'avoir une vision globale des équilibres.

### **Restructuration des établissements**

Enfin, on ne peut passer sous silence la restructuration du paysage universitaire qui partout privé de plus en plus les personnels du pouvoir de décision. Cette fin d'année devrait voir aboutir la dernière vague des EPE liée à l'ordonnance de 2018 sans **qu'aucun bilan sérieux n'ait été effectué par le ministère**.

Le nôtre est sans appel. Partout où se sont mis en place les EPE, les droits des personnels ont reculé et le pouvoir du président s'est renforcé aboutissant malheureusement à de plus en plus d'abus et d'arbitraire dans les décisions au détriment du sens donné à leur travail par les personnels et de l'égalité de traitement.

De la même manière, partout les personnels ont perdu du pouvoir de décision.